

**Sans dissuasion nucléaire
l'Arménie fait ce qu'elle peut
contre les exigences d'Aliev : mais
si on parle de « réparations » ,
alors les réparations que doit la
Turquie pour le génocide des
Arméniens : OTC**

DÉCRYPTAGE - Etonnante proposition de transaction

Par **Marc DAVO**

Encore une fois, le Premier ministre Pachinian a occupé longuement le temps d'antenne sur la 1ère chaîne publique, le 22 novembre dernier. Comme à l'accoutumée, il a évoqué plusieurs sujets qui ont bien entendu défrayé la chronique en Arménie. Alors que le monde connaît des bouleversements inquiétants ici et là, il a parlé des observateurs de l'Union européenne en Arménie, des affaires judiciaires, de la fameuse idée de délimitation/démarcation de la frontière, de l'Arménie occidentale, de l'"Azerbaïdjan occidentale", etc. Sur ce dernier sujet, l'Ambassadeur de France en Arménie a magistralement fait une mise au point qu'il convient de souligner. Il a dit en substance, l'Azerbaïdjan

occidentale est une province qui se situe en Iran (au nord-ouest de la République islamique) et non ailleurs.

Ce qui a attiré l'attention, je dirai ce qui a, entre autres, choqué dans les propos du Premier ministre, c'est la transaction qu'il propose à Ilham Aliev à propos du dossier des plaintes auprès des tribunaux internationaux déposées par le gouvernement arménien contre l'Azerbaïdjan et de la MCUE (Mission civile de l'Union européenne). La proposition de transaction, car il s'agit bien d'une tentative de marchandage, concerne donc la mise à l'écart éventuelle des réparations des préjudices subis par les populations arméniennes d'une part et d'autre part, la neutralisation d'un levier assez efficace qui gêne Bakou et Moscou. Le ministère russe des Affaires étrangères y revient régulièrement par la voix de son porte parole, Maria Zakharova, pour stigmatiser la présence des observateurs européens en Arménie. Ces derniers se déplacent tout le long de la frontière arméno-azérie, côté arménien, sur le territoire de la République d'Arménie et produisent régulièrement des rapports qu'ils transmettent aux instances compétentes à Bruxelles.

>>> Les poursuites judiciaires

Des atteintes condamnables ont eu lieu de la part de l'Azerbaïdjan notamment dans le domaine des droits de l'homme. L'Arménie s'était adressée à la Cour Internationale de Justice après l'offensive azérie contre le Haut-Karabakh (septembre 2023), qui a abouti à un nettoyage ethnique. La haute juridiction de l'ONU avait ordonné (février 2023) à Bakou d'en retirer ses troupes. Auparavant, à la demande d'Erevan, la Cour pénale internationale avait, à son tour, ordonné à Bakou d'assurer la libre circulation sur le corridor de Latchine où les Azéris avaient bloqué la route dès décembre 2022 avec la complicité du contingent russe installé au Haut-Karabakh en vertu de la déclaration du cessez-le-feu du 9 novembre 2020.

Ces ordonnances sans appel constituent le talon d'Achille de l'Azerbaïdjan sur le plan des relations internationales, même si le juridique est actuellement marginalisé dans ce domaine. Ces plaintes devant les tribunaux internationaux sont, à n'en pas douter, un levier dont dispose l'Arménie et les ordonnances correspondantes peuvent être utilisées pour faire pression sur les autorités azéries, qui se retrouvent de fait en position de faiblesse. Ce levier à travers cet outil juridique est d'autant plus utile, estime l'analyste Arminée Markarian

sur *Factor TV*, que le futur accord de paix arméno-azéri ne sera pas en mesure de résoudre toutes les difficultés de l'Arménie face à l'Azerbaïdjan qui très vraisemblablement remettra à l'ordre du jour ses narratifs pour condamner "l'irrédundance arménienne, qui pendant 30 ans, a occupé le territoire azéri", puisqu'Erevan reconnaît que le Haut-Karabakh fait partie intégrante de l'Azerbaïdjan.

La proposition de Nikol Pachinian est très imprudente, d'autant plus qu'elle ne conditionne pas une action symétrique de retrait des plaintes azérides concernant les "atteintes arméniennes dans le domaine écologique pendant l'occupation" et la demande azéride de "réparation des destructions commises ..." pendant ces années-là. Et puisque l'Arménie ne sera pas en mesure de payer ces réparations en termes de milliards de dollars, l'Azerbaïdjan suggère déjà qu'il "récupérera" le Zangézour et une partie du lac Sévan en contrepartie du non paiement de l'indemnisation.

>>> La Mission civile de l'UE

En septembre 2022, l'Azerbaïdjan s'est lancé dans une offensive militaire contre l'Arménie à l'instigation de Moscou et sans doute d'Ankara. Plusieurs localités ont été occupées par les forces azérides, qui, jusqu'à aujourd'hui, sont restées sur leurs positions. Lors de la réunion de la communauté politique européenne d'octobre à Prague, l'Arménie qui constatait la complicité du Kremlin avec l'entreprise agressive de Bakou, a demandé à l'UE la mise en place d'un mécanisme visant la stabilisation de sa zone frontalière avec l'Azerbaïdjan. La Mission civile de l'UE, au départ pour deux mois par la suite prorogée pour une durée plus importante, a commencé ses patrouilles en janvier 2023. Depuis cette date, à part quelques incidents (incident de Hin Hand dans le Syunik) où les militaires russes s'y trouvaient, la frontière est restée calme. Il convient de rappeler à ceux, pro-russes de la vie politique interne ou éléments critiques en diaspora qui prétendent que l'Occident ne fait rien, que ce mécanisme retient efficacement l'agressivité de Bakou et ce n'est pas par hasard qu'Ilham Aliev ou Mme Zakharova vocifère contre la MCUE.

L'Azerbaïdjan ne pourra plus tenter de justifier son agression militaire sous prétexte que les Arméniens ont entrepris des actions contre la sécurité de la frontière azéride. Les rapports réguliers des observateurs européens peuvent témoigner en s'inscrivant en faux des allégations de Bakou.

En proposant de ne plus confier l'observation de la zone frontalière ayant fait l'objet d'une démarcation/délimitation avec l'Azerbaïdjan, Nikol Pachinian, encore une fois, prend le grand risque de fragiliser les effets du mécanisme en question. Ilham Aliev pourra très bien chercher un prétexte dans la zone non observée par la MCUE pour envahir le territoire arménien. Dans ces conditions, il ne faut pas s'attendre à un soutien quelconque de l'UE qui aurait été sans ménagement "remerciée" par l'ingratitude d'un gouvernement politiquement naïf. Cela relève plus de l'incompétence que de l'imprudence. ■

NAM (Nouvelles d'Arménie)

6 décembre 2024

[Sourd aux propositions arméniennes, Aliev réitère ses conditions pour un accord de paix avec l'Arménie, à commencer par le changement de sa Constitution - Nouvelles d'Arménie en Ligne - Le premier site en français pour la communauté arménienne](#)

Sourd aux propositions arméniennes, Aliev réitère ses conditions pour un accord de paix avec l'Arménie, à commencer par le changement de sa Constitution

La fin de l'année approche et l'Azerbaïdjan ne se montre toujours pas disposé à conclure un accord de paix avec l'Arménie, comme l'avait espéré le premier ministre arménien Nikol Pachinian. Ce dernier avait déployé tous ses efforts pour amener à un compromis le président azerbaïdjanais Ilham Aliev avant la COP29, que Bakou accueillait du 11 au 24 novembre, sans donner suite aux demandes arméniennes d'un accord de paix « partiel », qui laisserait en suspens les

questions encore non résolues. Mais tout en évoquant le risque d'une reprise des hostilités par Bakou contre l'Arménie après ce sommet mondial sur le climat, les autorités arméniennes ne désespéraient pas de voir leurs efforts et compromis récompensés par un traité de paix d'ici la fin de l'année. Inflexible et sourd aux propositions arméniennes, Aliev campe sur ses positions. Au lendemain même des espoirs renouvelés par Pachinian concernant la conclusion prochaine d'un accord de paix avec l'Azerbaïdjan, Aliev lui a adressé une fin de non recevoir, réitérant jeudi 5 décembre son exigence devenue cardinale d'un changement par l'Arménie de sa Constitution assorti de la garantie d'un retour sûr en Arménie des citoyens azéris qui y résidaient jusqu'à la fin des années 1980, alors qu'elle était, comme l'Azerbaïdjan, une République soviétique. "La haine du peuple azerbaïdjanais profondément enracinée dans la société arménienne, les rêves d'une 'grande Arménie', les revendications territoriales sur l'Azerbaïdjan toujours inscrites dans la Constitution arménienne, et l'armement accéléré de ce pays compromettent l'établissement d'une paix durable", a ainsi déclaré Aliev lors d'une conférence organisée à Bakou par son gouvernement, en reprenant presque mot pour mot, l'argumentaire défensif de l'Arménie mais mis au service de sa rhétorique et politique nationale belliqueuse. Ce très officiel forum qui s'est tenu à Bakou avait pour objectif de discuter en priorité des "mécanismes en vue d'un retour des Azerbaïdjanais dans leur patrie historique", autrement dit l'Arménie actuelle, que le régime azéri a rebaptisée en tout ou en partie « Azerbaïdjan occidental ».

Dans son allocution, Aliev a notamment indiqué que Erevan devait entamer les négociations avec "la communauté de l'Azerbaïdjan occidental" pour que ses membres se voient garantir un "retour digne dans leurs terres ancestrales". Une exigence qui fait bon marché de ces dizaines de milliers d'Arméniens qui avaient dû quitter, à force de pogromes, lors du chassé-croisé de populations auquel avait donné lieu la première guerre du Karabakh (1991-1994) les villes d'Azerbaïdjan, dont Bakou, où ils s'étaient constitués en communautés depuis des siècles, et plus récemment, les quelque 160 000 Arméniens que les offensives militaires azéries avaient contraint à fuir vers l'Arménie leur terre ancestrale du Karabakh, vidée totalement de sa population arménienne indigène fin septembre 2023 au terme d'un nettoyage ethnique que Bakou persiste à présenter comme un « départ volontaire » de la minorité arménienne. Du retour de ces Arméniens dans le Karabakh, dossier le plus actuel, Aliev s'est bien gardé de l'évoquer là encore, même s'il affiche par ailleurs la magnanimité de leur proposer de réintégrer le

giron de l'Azerbaïdjan dont les autorités d'empresment d'effacer toute trace de la présence pluriséculaire des Arméniens dans la région depuis sa reconquête, il y a un peu plus d'un an, tout comme il n'a pas jugé utile d'évoquer le traité de paix en cours de négociations entre Bakou et Erevan.

S'exprimant depuis la tribune du Parlement arménien la veille, Pachinian avait émis l'espoir que le traité serait bientôt signé, malgré les préconditions posées par Bakou. "En substance, 90 % du travail a été fait, et tout ce qui reste est de faire l'effort final et de signer le traité de paix" avait déclaré le dirigeant arménien. Dans le but de faciliter sa signature, avait poursuivi Pachinian, la partie arménienne a proposé une " solution très réaliste » à la question épineuse des liens de transport entre les deux pays, et en particulier, de l'axe arménien de transit vers l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan. Depuis des mois, Aliev qui a obtenu déjà gain de cause pour bien des conditions qu'il posait aux autorités arméniennes, à l'exception notable de celle relative à l'aménagement d'un corridor dit « du Zanguezour » censé relier l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan via le sud de l'Arménie, mais sous souveraineté de Bakou, s'arcboute sur une nouvelle condition présentée comme préalable à un traité de paix avec l'Arménie, le changement par cette dernière de sa Constitution nationale. Il n'a pas manqué d'y adjoindre d'autres exigences, dont celle relative à l' "Azerbaïdjan occidental".

Le ministre arménien des affaires étrangères Ararat Mirzoyan avait indiqué en octobre que l'évocation même par Aliev du concept d' "Azerbaïdjan occidental" ressortait de revendications territoriales sur l'Arménie et pouvait être tenue pour le prélude à une nouvelle offensive contre l'Arménie. D'autres responsables à Erevan ont aussi laissé entendre que Bakou pourrait se préparer à lancer une agression militaire contre l'Arménie après avoir cherché, sans grand succès il est vrai, à présenter au monde l'image d'un pays moderne et prospère, sinon démocratique et écologique, à l'occasion de la COP29 en novembre. A la fin novembre, Pachinian avait été accusé par ses opposants de légitimer le narratif d'Aliev sur l'"Azerbaïdjan occidental " après avoir osé un parallèle entre ce concept pour le moins impérialiste et empreint de bellicisme et le terme d' « Arménie occidentale » communément utilisée par les Arméniens -comme par la communauté des historiens- pour désigner les territoires de l'Est de l'actuelle Turquie peuplée par leurs ancêtres jusqu'au génocide perpétré par les autorités turques ottomanes en 1915 qui les a vidées de leur population arménienne en mettant à profit la Première guerre mondiale. Des royautes et principautés

arméniennes avaient régné sur ces territoires des siècles durant jusqu'aux invasions turques seldjoukides du 11^e siècle, qui devaient jeter les fondations de l'Empire ottoman qui s'imposera dans la région comme une puissance majeure après la prise de Constantinople en 1453. Les détracteurs de Pachinian estiment que sa politique délibérée d'apaisement dont ces dernières déclarations ont donné une fois encore le ton, ne fait qu'encourager Aliev à demander toujours plus de concessions arméniennes et n'est en rien la garantie d'une paix réelle et durable.

NAM (Nouvelles d'Arménie)

6 décembre 2024

Les relations entre l'Arménie et l'OTSC ont franchi le « point de non-retour »

4 décembre 2024, 19h00 Les relations entre l'Arménie et l'OTSC ont franchi le « point de non-retour », a déclaré le Premier ministre Nikol Pashinyan lors d'une séance de questions-réponses à l'Assemblée nationale.

Il a déclaré que l'Arménie n'était pas intéressée par les documents adoptés au sein de l'OTSC. « Nous avons dit que nous gelions notre participation à l'OTSC, ce qui signifie que nous ne participons à la discussion d'aucun document. Nous n'opposons tout simplement pas notre veto à aucun document, car, en fait, nous nous considérons comme extérieurs à l'OTSC, nous laissons les pays faire ce qu'ils veulent. Cette situation rend le retour de l'Arménie au sein de l'OTSC de plus en plus difficile, voire impossible. Je pense que nous avons franchi ici le point de non-retour », a-t-il noté.

Pashinyan a également réagi à la récente déclaration du président russe Vladimir Poutine selon laquelle « les événements au Haut-Karabakh n'avaient rien à voir

avec l'OTSC et qu'il n'y avait pas d'agression directe contre l'Arménie ».

Le Premier ministre arménien a déclaré qu'Erevan avait gelé sa participation non pas à cause du Haut-Karabakh, mais en raison de l'absence de réponse appropriée à l'agression extérieure aux frontières de l'Arménie souveraine en 2021 et 2022.

EUROPE - FRANCE

Nor Haratch

5 décembre 2024

PARIS - Conférence post-COP29 à La Sorbonne

Paris - Mardi 3 décembre 2024 - *Humanitas Prima* ! la première ONG étudiante préparant les jeunes au terrain humanitaire, et **SONU** (Sorbonne pour l'Organisation des Nations Unies, en partenariat avec la **Représentation du Haut-Karabagh** et l'**Association de Soutien à l'Artsakh (ASA)**, avec le soutien du **CCAF**, organisent une conférence à la Sorbonne, sur le thème : « **La COP29 en Azerbaïdjan, du Greenwashing au Crimewashing.** »

Cet événement se tiendra **vendredi 6 décembre 2024, à partir de 19h**, à l'amphithéâtre 1 de la Sorbonne (12 place du Panthéon, Paris).

Un panel prestigieux offrira une **analyse critique et rétrospective des enjeux soulevés par la COP29**, en mettant en lumière le croisement entre enjeux climatiques, droits humains et contexte géopolitique. Interviendront :

- **Hovhannès GUEVORKIAN**, Représentant de la République d'Artsakh en France ;
- **Luis MORENO OCAMPO**, Premier Procureur de la Cour pénale internationale ;

- **Yannick JADOT**, sénateur écologiste et ancien candidat du rassemblement des écologistes à l'élection présidentielle ;
- **Catalina de la SOTA**, Avocat Criminal Law / Human Rights ;
- **Elodie GAVRILOF**, historienne et universitaire à Paris VII.

Les intervenants sensibiliseront un public composé de **200 étudiants, jeunes professionnels et acteurs du changement**, qui partagent un fort intérêt pour les droits humains et la justice climatique.

Nous invitons les journalistes, les universitaires et tout public intéressés par ce sujet à rejoindre cette conférence en vous inscrivant via le lien :

<https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSceXSd69cDxwvy--NjA9GZPpRq9Uxtodi6nCvkagCQXXKjT4zg/viewform>

« Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers la Sorbonne pour son accueil et son engagement à favoriser un débat ouvert sur des enjeux aussi cruciaux. Cette conférence offre une occasion unique d'examiner les liens étroits entre écologie, droits humains et géopolitique. Nous invitons tous ceux qui partagent la volonté de défendre ces valeurs fondamentales à nous rejoindre le 6 décembre pour enrichir ce dialogue essentiel » indique Hovhannès GUEVORKIAN, Représentant de la République d'Artsakh en France.

Nor Haratch

5 décembre 2024

BASILIQUE SAINT-DENIS - Messe à la mémoire de Léon V de Lusignan, dernier roi des Arméniens

Dimanche 1er décembre, en la basilique Saint-Denis, une messe de commémoration en rite arménien catholique a été célébrée en hommage à Léon V de Lusignan, dernier roi d'Arménie (Royaume de Cilicie), dont le cénotaphe se trouve dans le chœur de la basilique, nécropole des rois de France.



Le Primat du diocèse arménien de France, Mgr Grigor Khachatryan, l'évêque des Arméniens catholiques de France, Mgr Élie Yeghiayan, au nom de l'Église évangélique arménienne le Pasteur Gilbert Léonian, le père Jean-Christophe Helbecque, curé de la basilique Saint-Denis, l'ambassadeur de France en Arménie Olivier Decottignies, le représentant de l'ambassade d'Arménie en France Sergueï Voskanian, Philippe Roux de Lusignan, descendant du roi Léon V d'Arménie, et sa famille, ainsi que de nombreuses autres personnalités étaient présents à cette cérémonie d'hommage.

Les chants de la liturgie ont été interprétés par un chœur franco-arménien, composé de choristes de la cathédrale Sainte-Croix des Arméniens catholiques, du chœur « Sipan-Komitas » et du chœur français « Oratorio ».

A la fin de la liturgie, l'ensemble des personnes présentes s'est dirigé vers le chœur de la basilique et rassemblé autour du cénotaphe du dernier roi arménien et a prié en sa mémoire. ■

NAM (Nouvelles d'Arménie)

6 décembre 2024

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a demandé à l'Azerbaïdjan de se conformer à l'arrêt de la CEDH dans l'affaire Gurgen Margaryan

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a demandé à l'Azerbaïdjan de se conformer à l'arrêt de la CEDH dans l'affaire de la loi Gurgen Margaryan.

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a publié la décision dans l'affaire Makuchyan et Minasyan contre l'Azerbaïdjan, qui fait référence au meurtre de l'officier arménien Gurgen Margaryan par un soldat azerbaïdjanais à Budapest en 2004.

En 2004, lors d'un stage d'entraînement de l'OTAN à Budapest, l'officier azerbaïdjanais Ramil Safarov a sauvagement tué à coup de hache, dans son sommeil, l'officier arménien Gurgen Margaryan et a tenté de tuer un autre officier arménien, Hayk Makuchyan. Ramil Safarov a été condamné à la prison à vie par un tribunal hongrois, mais après avoir été transféré en Azerbaïdjan en 2012, il a été gracié, récompensé et a bénéficié de privilèges matériels et officiels.

Soulignant l'importance de l'arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme, le Comité des Ministres de la CE a formulé les revendications suivantes :

Quatre ans après l'arrêt de la CEDH, les autorités azerbaïdjanaises n'ont pas mis en œuvre les mesures individuelles de l'arrêt. Le Comité demande à nouveau le paiement immédiat des frais des représentants des plaignants. Il a été demandé de prouver que les lettres de grâce publiées sur le site Internet du Président de l'Azerbaïdjan avaient été supprimées.

La commission a rappelé que les coupables de crimes aussi graves devraient être privés du droit d'occuper des fonctions publiques.

Il a de nouveau été demandé de clarifier la légalité d'autres privilèges accordés à Safarov.

La commission a souligné que de telles actions devraient être exclues à l'avenir et que les exigences de la Convention européenne des droits de l'homme devraient être respectées lors de l'octroi d'amnisties et de privilèges pour de tels crimes.

La commission a appelé l'Azerbaïdjan à entreprendre de nouvelles modifications législatives pour lutter contre la haine et la discrimination ethniques.

La commission a également exigé que les autorités azerbaïdjanaises soumettent un rapport détaillé sur les progrès réalisés dans l'affaire avant la session qui se tiendra en juin 2025.

En cas de non-respect des mesures individuelles, la CE devrait adopter une résolution intérimaire afin d'établir un contrôle plus strict sur l'Azerbaïdjan.

Krikor Amirzayan

Azerbaïdjan

NAM (Nouvelles d'Arménie)

6 décembre 2024

L'Azerbaïdjan ignore les derniers appels de l'administration Biden à négocier avec l'Arménie

Pourquoi perdre son temps à négocier avec l'Arménie sous l'égide du Secrétaire d'Etat américain Antony Blinken alors que le mandat de ce dernier s'achève dans quelques semaines et que l'administration du président Joe Biden va laisser la place le 20 janvier, à celle de Donald Trump, dont il peut attendre le pire comme le meilleur ? Telle est sans doute la logique qui a présidé à la fin de non recevoir adressée par l'Azerbaïdjan aux appels répétés que lui avait lancés Antony Blinken en vue d'organiser davantage de pourparlers de paix entre ses homologues azéri et arménien dont il serait le médiateur. APA, une agence de presse azerbaïdjanaise contrôlée comme la plupart, par le régime du président Ilham Aliev, a ainsi rapporté jeudi 5 décembre que Blinken avait tenté de lancer de tels pourparlers en marge du sommet des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OSCE qui se tient actuellement à Malte. Citant des sources diplomatiques azerbaïdjanaises, l'agence de presse indique que le ministre des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan Jeyhun Bayramov aurait "catégoriquement" rejeté l'offre.

Cela fait plus d'un an en fait, depuis la reconquête du Karabakh par l'armée

azérie et l'expulsion de sa population arménienne, dénoncées par Washington, que Bakou s'est détourné du processus de médiation entre Arméniens et Azéris initié par les Etats-Unis et parallèlement par l'Union européenne et au-delà, s'est éloigné de l'Occident pour se rapprocher de Moscou, dont les relations avec l'Arménie n'ont cessé de se détériorer dans le même temps, et ne risquent pas de s'améliorer, comme le montre le refus remarqué des autorités arméniennes d'accueillir le sommet à venir de l'Union économique eurasiatique (UEE), une organisation dirigée par la Russie dont l'Arménie assume actuellement la présidence tournante. Bakou justifie son opposition à la médiation américaine du processus de négociations arméno-azerbaïdjanais en invoquant la "politique injuste et partielle" de l'administration du président démocrate américain sortant Joe Biden, selon APA. De son côté, le ministère arménien des affaires étrangères a fait savoir que la proposition de Blinken avait été acceptée par Erevan.

La porte-parole du ministère, Ani Badalian, a indiqué mercredi au Service arménien de RFE/RL que le chef de la diplomatie arménienne Ararat Mirzoyan, ne rencontrerait pas Bayramov à Malte en marge du sommet. Les derniers pourparlers arméno-azéris entre Mirzoyan et Bayramov qu'avait arbitrés Blinken s'étaient tenus à New York le 26 septembre, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Les chefs de la diplomatie de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan s'étaient engagés alors à "faire davantage d'efforts" pour conclure un traité de paix bilatéral "dans les délais les plus courts possible". Dans des courriers séparés adressés aux leaders de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan en octobre, Biden avait exprimé sa disposition à "prendre des initiatives plus audacieuses qui contribueraient à paver la voie vers la paix". Mais ces discussions n'ont donné lieu à aucune avancée dans les négociations pour un accord de paix arméno-azéri. Alors que Biden, qui s'était retiré en juillet de la course électorale au profit de sa vice-présidente Kamala Harris, lançait cette proposition aussi énigmatique que tardive, le candidat républicain à la présidence, Donald Trump, affichait dans la dernière ligne droite de sa campagne un intérêt soudain pour l'Arménie et l'Artsakh, déplorant le sort infligé aux « chrétiens arméniens de l'Artsakh » par l'Azerbaïdjan et se faisant fort, s'il était réélu président, de défendre les Arméniens bien mieux que ne le firent Biden et Harris - et qu'il ne le fit, sans doute, lorsqu'en fin de son premier mandat, il assista, presque indifférent, à la défaite infligée par l'armée de Bakou aux Arméniens lors de la guerre du Karabakh de l'automne 2020- et de régler le conflit arméno-azéri, sinon en 24 heures, comme il se flatte de pouvoir le faire pour le conflit entre l'Ukraine et la

Russie, dont il admire et respecte le président Poutine, en tout cas rapidement. Mais les propos à l'emporte-pièce du président républicain élu le 5 novembre ne sauraient tenir lieu de politique. Et si Trump a pris dans son équipe des personnalités qui ont affiché des positions favorables aux Arméniens, comme l'ancien sénateur républicain de Floride, Marco Rubio, qui succèdera à Blinken au Département d'Etat, il est aussi à bien des égards plus proche d'Aliev que de Pachinian. Autant dire que l'Azerbaïdjan, comme l'Arménie et le reste du monde, sont dans l'expectative et attendent la future administration américain au tournant des actes.

USA

ARMENPRESS

6 décembre 2024

De hauts diplomates américains discutent à Bakou des prochaines étapes du processus de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

EREVAN, 6 DÉCEMBRE, ARMENPRESS: Le 6 décembre, le Secrétaire d'Etat adjoint Joshua Huck et le conseiller principal du Département d'Etat américain pour les négociations dans le Caucase, Louis Bono, se sont rendus à Bakou pour des réunions de haut niveau avec des responsables azerbaïdjanais.

Selon un message publié sur le microblog X de l'ambassade américaine, ils ont discuté avec des responsables azerbaïdjanais des prochaines étapes du processus

de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, visant à établir une paix durable et digne. La réunion a également porté sur les possibilités de renforcer les relations bilatérales et de coopérer sur les questions climatiques après le succès de la COP29.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1206874), original at <https://armenpress.am/fr/article/1206874>

ARMENPRESS

6 décembre 2024

La partie arménienne a accepté la proposition du secrétaire d'État américain d'organiser une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan

EREVAN, 5 DECEMBRE, ARMENPRESS: L'Arménie a accepté la proposition du Secrétaire d'Etat américain Antony Blinken d'organiser une réunion entre les ministres des Affaires étrangères arménien et azerbaïdjanais Ararat Mirzoyan et Jeyhun Bayramov dans le cadre du 31ème Conseil ministériel de l'OSCE, a déclaré Ani Badalyan, secrétaire de presse du ministère des Affaires étrangères de la République d'Arménie.

Selon les médias azerbaïdjanais, Bakou a rejeté la proposition de réunion, s'opposant en particulier à la médiation américaine.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1206805), original at <https://armenpress.am/fr/article/1206805>

SYRIE

Nor Haratch

30 novembre 2024

Djihadistes et rebelles ont pris le contrôle de la majeure partie d'Alep

AP Photo/Ghaith Alsayed

TV5 Monde - Les djihadistes et rebelles syriens ont pris la "majeure partie" d'Alep, samedi 30 novembre. L'offensive contre le régime de Bachar al-Assad, qui a débuté mercredi, vient de prendre un nouveau tournant avec les premiers raids russes à Alep depuis 2016.

Les djihadistes et leurs alliés ont pris la "majeure partie" d'Alep après une offensive contre les forces gouvernementales, a indiqué une ONG, samedi 30 novembre, en rapportant des raids russes sur cette deuxième ville de Syrie pour la première fois depuis 2016.

"Hayat Tahrir al-Sham (HTS) et les factions rebelles alliées ont pris le contrôle de la majeure partie de la ville" située dans le nord de la Syrie ainsi que "des bâtiments gouvernementaux et des prisons", a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Le bilan de l'offensive, lancée mercredi 27 novembre, a grimpé à 311 morts, dont 183 combattants du HTS et leurs alliés, 100 soldats et membres des forces

progouvernementales et 28 civils, selon l'ONG basée au Royaume-Uni et qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Des médias gouvernementaux syriens ont fait état de quatre civils tués dans une résidence d'étudiants à Alep bombardée par le HTS. L'OSDH a ajouté que *"le gouverneur d'Alep et les commandants de la police et des services de sécurité se sont retirés du centre-ville"*.

Les frappes aériennes russes de la nuit ont coïncidé avec *"l'arrivée d'importants renforts militaires"* (rebelles) dans la région, a ajouté l'ONG.

Les combattants djihadistes et leurs alliés étaient entrés vendredi à Alep, après deux jours d'une offensive qui met fin à des années de calme relatif dans le nord-ouest syrien.

Pendant la guerre civile qui a éclaté en 2011, et qui a fait plus d'un demi-million de morts et déplacé des millions de personnes, HTS, dominé par l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, a pris le contrôle de vastes pans de la province d'Idleb, et des territoires voisins dans les régions d'Alep, Hama et Lattaquié.

Le régime syrien a repris en 2015 le contrôle d'une grande partie du pays avec l'appui de ses alliés russes et iraniens. Un cessez-le-feu parrainé par Moscou et Ankara après une offensive du régime en mars 2020, avait permis d'instaurer un calme précaire dans le nord-ouest du pays.

Nor Haratch

5 décembre 2024

L'ambassade d'Arménie en Syrie examine les options d'évacuation en cas d'attaques terroristes

L'ambassade d'Arménie en Syrie a annoncé qu'il n'est actuellement pas possible d'organiser l'évacuation des Arméniens présents dans le

pays. *Armenpress* présente les précisions de l'ambassade.

Question : Existe-t-il des possibilités d'évacuation pour les citoyens de la République d'Arménie (RA) ou les Arméniens d'origine ?

Réponse : Pour l'instant, il n'y a pas de moyens sécurisés permettant une évacuation. Le ministère arménien des Affaires étrangères suit de près la situation, et toutes les options possibles seront envisagées si les conditions le permettent. Pendant ce temps, l'ambassade répond aux appels des citoyens arméniens, traite leurs demandes (comme la délivrance de nouveaux passeports) et maintient un contact étroit avec les autorités syriennes compétentes ainsi que les structures communautaires locales.

Question : Le consulat général de la RA à Alep est-il toujours opérationnel ?

Réponse : Le consulat général de la RA à Alep fonctionne actuellement depuis Damas. Cela fait suite au déplacement du Consul général à Damas le 26 novembre pour remettre ses lettres de créance au ministère syrien des Affaires étrangères. En raison des circonstances, il n'a pas pu retourner à Alep. Le Consul général et la section consulaire de l'ambassade à Damas poursuivent leurs activités en mode d'urgence. Les citoyens peuvent contacter l'ambassade via la ligne directe : +963960003622 (mobile).

Question : Y a-t-il des citoyens de la RA parmi les victimes ?

Réponse : Pour l'heure, il n'existe pas d'informations confirmées indiquant que Yervand Arslanian, décédé le 30 novembre en tentant de quitter Alep, détenait la citoyenneté de la République d'Arménie. ■

Nor Haratch

5 décembre 2024

ALEP : après la prise de la ville par les djihadistes et leurs alliés proches de la Turquie

Les djihadistes du mouvement radical Hayat Tahrir al-Sham (HTS) et leurs alliés, soutenus par la Turquie, ont lancé des offensives éclair simultanées depuis le nord-est et le nord de la Syrie mercredi 27 novembre. En trois jours seulement, ils ont réussi à pénétrer dans la ville d'Alep. Les combats acharnés jusqu'aux portes de la ville ont fait plus de 350 morts, parmi les combattants et les civils. Cependant, leur entrée à Alep les 30 novembre et 1^{er} décembre s'est déroulée sans résistance notable, les forces gouvernementales syriennes s'étant retirées, suivies des représentants des institutions d'État, y compris le préfet, conformément à un ordre reçu depuis Damas. (Notons que les forces russes basées aux alentours d'Alep, l'effectif de la mission civile arménienne dépêchée en Syrie pour des travaux de déminage ainsi que le personnel du consulat général d'Arménie avaient également quitté la ville, avant l'arrivée des rebelles).

Si certains analystes estiment que ce retrait est une stratégie visant à reculer pour mieux contre-attaquer, cette hypothèse reste incertaine. Ce retrait semble plutôt révéler l'impuissance de Bachar al-Assad, qui a immédiatement sollicité le soutien de son homologue iranien, probablement pour demander des renforts. À ce jour, Alep est sous le contrôle des rebelles.

* * *

Cette situation suscite une vive inquiétude au sein de la communauté arménienne d'Alep et, plus largement, parmi les chrétiens, compte tenu des antécédents de ces groupes armés. Toutefois, des témoignages locaux se veulent pour l'heure rassurants. Selon des sources fiables, les nouveaux maîtres d'Alep, conscients des craintes des populations chrétiennes, cherchent à apaiser les tensions. Des représentants des branches politiques de ces groupes auraient contacté les responsables des communautés chrétiennes pour les rassurer. Des témoignages rapportent également un comportement respectueux des combattants dans les rues, même envers les chrétiens. Par exemple, une vieille dame arménienne aurait demandé à l'un d'eux : « *Que va-t-il nous arriver ?* », et aurait reçu cette

réponse :

« Vous n'avez pas à vous inquiéter. Tous les habitants de cette ville sont les bienvenus parmi nous. »

Sur les réseaux sociaux, notamment Facebook, de nombreux messages des dirigeants des nouveaux occupants visent également à apaiser les inquiétudes des habitants chrétiens.

En ce qui concerne les besoins essentiels, après une courte pénurie le premier jour, l'approvisionnement alimentaire est redevenu normal : pain, viande, légumes, et autres produits de base sont disponibles, bien que 90 % des magasins restent fermés, la méfiance et la peur dissuadant les habitants de sortir, de se rendre à leurs lieux de travail.

Un changement notable depuis la prise d'Alep est l'amélioration soudaine de l'approvisionnement en électricité. Alors que les habitants ne disposaient auparavant que de 2 à 3 heures d'électricité par jour depuis plus de douze ans, ils bénéficient désormais de 17 à 18 heures quotidiennes. Ce développement, accueilli avec joie mais aussi incompréhension, reste inexpliqué, les coupures précédentes étant officiellement attribuées à des pénuries.

Du côté des établissements scolaires, les écoles arméniennes restent fermées jusqu'à nouvel ordre pour des raisons de sécurité. Toutefois, un signe de normalisation est apparu le mardi 3 décembre : une messe arménienne en l'honneur de Sourp Minas a été célébrée à l'église Sourp Asdvadzadine (Sainte Mère de Dieu), en présence d'une foule nombreuse. Fait notable, des combattants armés sont désormais postés devant les lieux de culte chrétiens ainsi que devant les sièges des prélatures, vraisemblablement pour assurer leur sécurité.

* * *

Les paroles rassurantes sont bienvenues, mais elles doivent impérativement être tenues et suivies.

* * *

L'implication de la Turquie

Un mot également sur l'implication de la Turquie. Depuis les premiers jours de l'offensive ayant conduit à la prise d'Alep, de nombreux médias internationaux ont

évoqué le soutien actif d'Ankara à certains de ces groupes armés. Pourtant, le gouvernement turc a formellement démenti ces accusations. Mais ces dénégations peinent à convaincre face aux faits.

Un simple regard sur la presse turque suffit à mesurer l'étendue de l'implication d'Ankara dans ces événements récents. Pour ne citer qu'un exemple, Devlet Bahçeli, chef du parti ultranationaliste MHP, a déclaré ouvertement dans un discours qu'Alep est une « ville turque et musulmane » et qu'elle le restera. Cette rhétorique est reprise à travers le pays, où la chute d'Alep est célébrée comme une victoire nationale.

Le drapeau turc, désormais visible sur la citadelle d'Alep, est perçu comme une immense source de fierté pour les Turcs. Cette symbolique illustre clairement l'appropriation de cet événement par Ankara, malgré ses dénégations officielles.



Radio Classique

5 décembre 2024

L'echo du monde

En Syrie, les djihadistes ont lancé une offensive éclair contre les troupes de Bachar-El-Assad en s'emparant de la ville d'Alep. Que signifie cet assaut, assez surprenant ?

[L'offensive éclair du mouvement djihadiste HTS sur Alep en Syrie | L'Echo du monde](#)